

La Syrie est-elle réformable ?

Par : Masri Feki © The Jerusalem Post (Israël)
17 octobre 2006

Source : www.masrifeki.com

Soumis à de fortes pressions internationales, contesté de l'intérieur, le régime syrien pourra-t-il tenir longtemps sans se réformer ?

La Syrie est au centre d'une région hautement sensible où se déroulent des conflits interminables : la question palestinienne, le problème kurde, le conflit irakien, les tensions syro-libanaises, les tensions entre la communauté internationale et l'Iran. Autant de crises aux répercussions mondiales qui se déroulent aux frontières syriennes. Soumis à de fortes pressions internationales, contesté de l'intérieur, le régime syrien se trouve face à des défis de politique intérieure autant que des défis de politique étrangère.

Sur le plan intérieur, la Syrie est marquée par un taux de chômage élevé, par une population très jeune et des résultats économiques fort peu brillants, malgré les bénéfices du pétrole qui assurent la grande partie des revenus de l'Etat. Cette situation pourrait accroître les tensions internes.

Sur le plan extérieur, la présence des forces américaines à proximité des frontières syriennes (Irak, Arabie Saoudite) a constitué une menace directe pour la stabilité du régime autoritaire de Damas. Citée parmi les "Etats voyous" dans le discours sur l'Union du président américain George W. Bush en janvier 2006, la Syrie est montrée du doigt par la majorité des grandes puissances pour son ingérence négative dans les affaires du Liban et de l'Irak et pour le soutien qu'elle accorde à des organisations terroristes (Hezbollah, FPLP, Jihad islamique, Hamas).

La présence militaire syrienne au Liban est devenue véritablement problématique après l'assassinat de l'ancien Premier ministre de ce pays Rafic Hariri, le 14 février 2005, alors même que la résolution 1559, résolution fondamentale dans la gestion de la crise au Liban, avait été votée par le Conseil de sécurité des Nations unies en septembre 2004. Cette résolution exigeait le retrait des troupes syriennes du Liban, le désarmement des milices dont le Hezbollah largement soutenu par les autorités syriennes ainsi que l'organisation d'élections libres et transparentes en Syrie.

Le régime syrien, qui persiste dans son modèle national-socialiste autoritaire, refuse tant les réformes intérieures d'envergure que la coopération dans la région. La Syrie semble vouloir emprunter un chemin qui vise à la fois à affirmer son autonomie en refusant de coopérer avec les Etats-Unis pour l'Irak, en refusant l'arrêt du soutien aux organisations terroristes, en refusant les réformes politiques, et cherche en même temps à affirmer un leadership régional. Mais la Syrie a-t-elle les moyens de continuer à faire cavalier seul ? Pourra-t-elle tenir longtemps sans se réformer ?

Pour l'opposant libéral démocrate Michel Kilo, "le système syrien n'est pas réformable. Tout vient d'en haut et redescend vers la base. Il repose sur un équilibre fragile fondé sur la répartition de la richesse nationale à certains clans et sur les services de sécurité. Pour survivre, le régime va devoir changer mais il est trop tard". En effet, la Syrie donne l'impression d'être difficilement réformable : le legs institutionnel et politique de l'ancien dictateur Hafez el-Assad (père de l'actuel président) est lourd. L'emprise du parti unique Baas, des services secrets (Moukhabarat), du clan alaouite (secte chiite) est toujours aussi forte. Les tentatives d'opposition sont donc maîtrisées et la société civile n'a visiblement pas les moyens d'exister.

La stabilité du régime des Assad s'est toujours expliquée en grande partie par la solidité de ses appuis mis en œuvre aussi bien quotidiennement qu'en temps de crise. Le régime des Assad a au fil des années construit sa stabilité sur trois piliers principaux : l'armée, le parti Baas et le clan alaouite. Ces soutiens s'interpénètrent largement. Ainsi, les Alaouites détiennent les postes importants de pouvoir dans l'administration et dans les sphères économiques (puisque l'économie est nationalisée). Ils parviennent donc à bloquer toute tentative de réforme contraire à leurs intérêts ou susceptible de remettre en cause leur domination. Les militaires, de leur côté, sont très présents au sein du Baas avec environ un tiers des membres de son congrès. Les cinq premières années de Hafez el-Assad au pouvoir ont d'ailleurs été consacrées à une politique baptisée "mouvement de correction" (*haraket tas'hih*) durant laquelle le régime s'est employé à installer une partie de la communauté alaouite, dont les membres de sa famille, afin d'asseoir son hégémonie sur les affaires du pays.

Le décès de Hafez el-Assad en juin 2000 a laissé son héritier Bachar el-Assad face à des défis considérables : une crise économique, la mainmise de la vieille garde sur le pouvoir et les richesses du pays, l'instabilité irakienne et la non-résolution du conflit palestinien. Fils de son père, ophtalmologiste de formation et sans aucune expérience politique, Bachar el-Assad n'a pas d'autre choix que de s'accommoder de l'héritage que lui a laissé son père.

Les bouleversements qui ont secoué la région depuis 2002 et l'intervention américaine au Moyen-Orient ne mettent pas la Syrie à l'abri d'une déstabilisation extérieure. Anecdote intéressante à ce propos, en 2003, Colin Powell expliquait que le régime syrien avait trois doigts – un au Liban, un en Irak et un en Palestine – et que les Etats-Unis allaient les couper ! Ainsi et après 29 ans de présence militaire au Liban, la Syrie achève le 26 avril 2005 le retrait précipité de ses soldats, sous la pression de la communauté internationale. De même, il semble que Bachar pourrait reprendre à son compte la recherche de son père d'un équilibre stratégique avec Israël et avec, à terme, la perspective de signer, dans des conditions honorables, un accord de paix, ce qui impliquerait inévitablement une prise de distance avec la cause palestinienne. De plus, on ne peut ignorer le rapprochement entre Damas et Téhéran, véritable acte de défiance de Bachar el-Assad vis-à-vis des menaces américaines à son encontre.

Enfin, il est intéressant de rappeler les soubresauts récents des relations franco-syriennes. Le fait que la France, qui a pendant longtemps cherché à jouer le rôle de mentor de la transformation économique et démocratique de la Syrie, ait rejoint les Etats-Unis pour l'adoption de la résolution 1559 est symptomatique d'un isolement croissant de la Syrie sur la scène internationale. A ce propos, il convient de rappeler que le président Chirac avait reçu Bachar el-Assad à maintes reprises, après mais aussi avant son accession à la présidence. Il avait également soutenu directement les réformes administratives et juridiques, et la signature d'un accord de partenariat euro-syrien.

Mais les difficultés rencontrées par Bachar el-Assad ne se limitent pas à la scène internationale. La crise qui conditionnera probablement la pérennité de son pouvoir est à la fois économique et politique.

Sur le plan économique, des années de dirigisme économique ont fini de scléroser le pays dont le taux de développement est parmi les plus faibles de la région. Il semblerait que l'économie syrienne souffre de trois maux essentiels :

- une économie basée essentiellement sur les revenus du pétrole et des produits dérivés ;
- une économie bureaucratifiée, dans l'agriculture où les coopératives d'Etat restent importantes ; dans l'industrie, marquée par les conceptions marxistes de division du travail et l'effort consenti au profit de l'industrie lourde ainsi que par une sous-productivité très importante dans les services ;
- une économie en panne de financement, le secteur bancaire étant embryonnaire et maîtrisé par l'Etat.

La crise est aussi politique. A son arrivée au pouvoir au printemps 2000, Bachar el-Assad a promis de "profondes réformes" politiques et économiques, susceptibles de "placer la Syrie sur la voie de la modernité". Certains optimistes ont parlé d'un "coup d'Etat blanc" ou d'une "révolution des jasmins" menée par le président Bachar el-Assad contre la vieille garde passant notamment par la formation d'un nouveau gouvernement rajeuni.

En 2001, une vague de contestation baptisée le "Printemps de Damas", demandant l'abrogation de la loi martiale et le rétablissement des libertés publiques, a atteint le Baas lui-même. En février 2004, près de 600 militants d'une association de défense des droits de l'Homme ont demandé des réformes politiques et économiques à travers une pétition qu'ils ont remise au président Assad. Dans cette pétition, ils demandaient notamment la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés et des détails sur les cas de disparitions de personnes. Fidèle à ses habitudes, le régime y a alors répondu par une répression exemplaire.

La déception de ne pas voir de changement réel est vive parmi les opposants. En effet, depuis que Bachar el-Assad est arrivé au pouvoir tout semble indiquer que la rigidité idéologique n'est pas prête de disparaître. L'armée demeure une "armée idéologique" et le fameux article 8 de la Constitution qui indique que le parti Baas tient un rôle "prééminent dans la société et l'Etat" n'a pas encore été aboli. Il semble néanmoins, à travers la nouvelle rhétorique du président et les décisions prises notamment lors du Xe congrès du parti en juin 2005, que le Baas soit conscient qu'il ne peut plus continuer à diriger la Syrie d'une main de fer, comme il le fait depuis 43 ans.

Les fragilités du système Assad semblent inspirer l'opposition syrienne en exil. Ainsi, les chefs de file de cette opposition ont récemment annoncé à Bruxelles la création d'un front uni destiné à provoquer la chute du président Bachar el-Assad et à former un gouvernement provisoire. Les leaders de l'opposition syrienne conviennent que ce ne sont pas les masses populaires qui renverseront le régime, mais que celui-ci tombera victime de ses contradictions internes du fait de l'existence de plusieurs centres de pouvoir (le clan Assad, le parti Baas, mais aussi l'armée et les services de renseignements qui lui sont inféodés) ou d'une intervention externe (Etats-Unis, Israël).

Incapable de retenir la leçon irakienne, la Syrie est probablement à un moment critique de son histoire. Les prochains mois nous dirons si la révolution est possible en dehors du baasisme et si la tentation islamiste saura être évitée.